



IRAN : UN TIR DE MISSILE QUI A VALEUR DE TEST FACE À L'ADMINISTRATION TRUMP

VINCENT EIFFLING

Doctorant

Université catholique de Louvain

Le dimanche 29 janvier dernier, l'Iran a procédé à un tir de missile balistique qui n'a pas manqué de susciter l'ire de la nouvelle administration américaine, laquelle en a profité pour demander une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (CSNU) – la première depuis sa prise de fonction – afin de condamner ce qu'elle qualifie de nouvelle provocation « totalement inacceptable et irresponsable » de la part de Téhéran.

Pour comprendre les tenants et les aboutissements de ce tir de missile, ainsi que les postures diplomatiques des différents acteurs impliqués, il est important de tout d'abord préciser certains éléments.

Avant toute chose, il s'agit d'un événement qui n'a rien d'exceptionnel pour l'Iran. Depuis de nombreuses années déjà, la République islamique communique autour de sa puissance supposée en ayant recouru à des tirs de missiles, généralement très médiatisés. Cela contribue à alimenter l'image d'une République islamique puissante, avancée sur le plan technologique, à même de maintenir sa politique de « résistance » et de « lutte contre

l'injustice occidentale » ; ces deux principes constituant par ailleurs les fondements de son identité étatique basée sur le khomeynisme. De même, le développement d'un programme balistique apparaît comme une nécessité aux yeux de nombreux militaires iraniens, et ce afin de garantir à Téhéran une capacité de projection de puissance à même de compenser partiellement les lacunes de sa force aérienne.

Pour le régime iranien, les préoccupations suscitées par le développement de son programme balistique constituent un problème dissocié de son programme nucléaire. L'administration de G.W. Bush avait tenté de lier complètement les deux dossiers tandis que l'administration Obama avait quant à elle adopté une position plus ambiguë, et ce afin de ne pas entraver la conclusion d'un accord sur la question nucléaire. Au final, l'accord de juillet 2015 (JCPOA)¹ se retrouve *de facto* partiellement lié à la question balistique puisque la résolution 2231 du CSNU² fait le lien avec le JCPOA en interdisant à l'Iran toute activité – pour une durée de 8 ans – concernant les missiles balistiques ayant la capacité de transporter des armes nucléaires. Cette formulation – qui ouvre la porte à différentes interpré-

tations – exclue donc les systèmes d'armes balistiques qui ne sont pas en mesure de constituer des vecteurs pour une arme nucléaire. Or, c'est justement sur cette capacité supposée du dernier missile tiré par l'Iran que Téhéran et Washington s'affrontent. Nous y reviendrons. L'administration Trump quant à elle, si elle désire remettre en cause l'accord de juillet 2015 sur la question nucléaire iranienne, pourrait être tentée d'utiliser le prétexte du programme balistique de Téhéran à cette fin. Cette crainte est par ailleurs partagée par les Etats soutenant le JCPOA, dont la Russie, la Chine, la France et bien entendu l'Iran.

Notons d'ailleurs que Jean-Marc Ayrault était lundi et mardi derniers en visite officielle à Téhéran et que la nouvelle de ce tir de missile l'a quelque peu plongé dans l'embarras dans la mesure où elle est survenue lors d'une visite dont le bilan était présenté jusque là par la diplomatie française comme très positif. Le ministre français des Affaires étrangères s'est ainsi contenté d'exprimer la « préoccupation » de la France au regard de ce tir effectué par l'Iran, ajoutant que ce celui-ci allait à l'encontre de « l'esprit » de la résolution 2231, en se gardant bien toutefois

de déclarer qu'il s'agissait d'une violation de la dite résolution³. Cette formulation prudente s'explique par le fait que la France ne souhaite pas encourager une escalade qui pourrait porter atteinte au JCPOA⁴. Jean-Marc Ayrault en a également profité pour faire part de l'inquiétude de la France quant à l'attitude avec laquelle la nouvelle administration américaine comptait aborder l'accord sur le nucléaire iranien⁵. Ces propos font écho à ceux de son homologue iranien, lequel a déclaré « espérer que la question du programme défensif de l'Iran (...) ne sera pas utilisé comme un prétexte » par la nouvelle administration américaine pour « provoquer de nouvelles tensions »⁶. Le choix des mots montre ici toute son importance. Alors que les Etats-Unis et les pays européens parlent de « programme balistique », l'Iran parle quant à lui de « programme défensif ». La nuance est en réalité de taille : « quel Etat souverain n'aurait pas le droit de se défendre et de développer les capacités nécessaires pour ce faire ? ». Voilà en réalité comment le régime iranien présente le problème. Pour Téhéran, son programme balistique n'est officiellement que strictement défensif. Nous ne reviendrons pas ici sur le fait qu'un système d'armes « défensif » peut en réalité bien souvent être utilisé à des fins offensives, mais pour la population iranienne, l'argument du régime – inhérent à sa manière de présenter les événements – rencontre au final un large écho. Qui plus est, cela alimente le sentiment populaire – voulu par le régime – d'une injustice émanant des Etats-Unis qui refuseraient le droit de Téhéran à se défendre.

Cela étant, que conclure du déroulement des événements ? Comme évoqué précédemment, un tel tir n'est pas surprenant de la part de la République islamique. Ce qui l'est en revanche, c'est qu'elle n'a pas communiqué d'informations sur ce tir dans ses médias officiels – du moins dans un premier temps – puisque la nouvelle est arrivée de Washington. Le calendrier se prêtait pourtant bien à une belle opération de communication dont le régime est coutumier

: nous sommes juste avant les célébrations de l'anniversaire de l'avènement de la République islamique (en février) et ce type d'évènement s'accompagne généralement de démonstrations de force, dont les tirs de missiles balistiques peuvent être une des composantes. La raison de ce silence semble résider dans le fait que le tir s'est au final soldé par un échec⁷. D'après un responsable américain, le missile aurait explosé en vol après avoir parcouru environ 1010 km⁸. En ce qui concerne le type de missile testé, celui-ci serait, selon Nikki Haley - la nouvelle ambassadrice américaine à l'ONU - de moyenne portée, avec un rayon d'action de 300 km, et capable de transporter une charge de 500 kg, ce qui serait, selon les Etats-Unis « plus que suffisant pour transporter une arme nucléaire »⁹. Enfin, toujours d'après Washington, le dernier test d'un missile de ce type par Téhéran remonterait à juillet 2016¹⁰. De son côté, si le régime iranien s'est contenté dans un premier temps de ne ni infirmer, ni confirmer le tir d'un missile dimanche dernier, il a dû finalement se résoudre à en admettre l'existence dans une déclaration qui n'est survenue que ce mercredi 1^{er} février¹¹. Le ministre iranien de la Défense, Hossein Dehghan, a par ailleurs démenti, ce jeudi 2 février, les informations de Washington selon lesquelles le tir de dimanche dernier s'était soldé par un échec, affirmant au contraire qu'il avait été couronné de succès¹². Au regard de sa politique de communication dans le domaine des affaires militaires, cette affirmation de Téhéran n'apparaît pas étonnante puisque la République islamique se refuse généralement à avouer ses échecs, surtout si ces derniers sont révélés par les Etats-Unis. En revanche, Téhéran ne manque pas d'exagérer ses succès et le silence initial des autorités iraniennes, de même que le calendrier des déclarations des différents responsables iraniens, ne cadrent pas le schéma de communication habituellement observé lorsque les essais balistiques sont effectivement réussis. Il y a fort à parier que si Washington n'avait pas dénoncé ce tir de missile, l'échec de celui-ci aurait été gardé sous silence par le régime iranien.

Or, les révélations américaines ont ici poussé Téhéran à réagir selon un mode opératoire bien connu : dénoncer les « mensonges de l'Occident » quant à l'échec évoqué et parler au contraire de succès pour la République islamique.

Quoi qu'il en soit, la révélation de ce tir permet *de facto* à Téhéran de « tester » la nouvelle administration américaine. Cette dernière, qui se veut moins complaisante que l'administration Obama à l'égard de l'Iran, en a donc profité pour demander une réunion en urgence du CSNU afin d'examiner si ce tir constitue, oui ou non, une violation de la résolution 2231 du CSNU. Pour Washington, si le missile tiré, en tant qu'objet matériel, a la capacité de transporter une charge nucléaire, hypothétiquement parlant, alors il y a violation de la résolution 2231. Les Iraniens et les Russes ne partagent pas cette lecture. Pour Téhéran ainsi que pour Moscou, il est impossible qu'un missile iranien puisse avoir la capacité de transporter une arme nucléaire puisque l'Iran n'a pas d'armes nucléaires. C'est donc, de leur point de vue, matériellement impossible et la question ne se pose dès lors pas. En réalité, la Russie et l'Iran retournent le problème : à les écouter, la détention de l'arme nucléaire doit, selon eux, être une condition nécessaire, un préalable, à la détention de missiles balistiques capables de transporter une charge nucléaire. D'ailleurs, le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Zarif, a déclaré que les missiles iraniens ne savaient pas être conçus pour transporter des charges nucléaires puisque l'Iran ne dispose pas de telles armes et qu'il ne compte pas en acquérir¹³. De même, la diplomatie russe a réagi en affirmant que la résolution 2231 n'interdisait en rien à l'Iran de mener à bien des tirs de missiles balistiques, sous-entendu, « conventionnels »¹⁴. Cela dit, et indépendamment des différentes postures diplomatiques, il faut bien garder à l'esprit que chaque tir de missile - réussi ou non - contribue à renforcer les connaissances iraniennes dans le domaine de la balistique (propulsion, dynamique de vol, etc.) et que de ce

fait, ces tirs renforcent bel et bien les capacités de l'Iran à développer des systèmes d'armes capables de transporter, le cas échéant, des ogives nucléaires. Nous remarquons donc que la formulation de la résolution 2231 ouvre la voie à diverses interprétations, parfois très subjectives. Cela est dû au fait que le texte se montre particulièrement flou sur la définition d'un missile balistique « capable de transporter une arme nucléaire » et c'est bien derrière cette ambiguïté que s'abritent les diplomaties russe et iranienne.

Au regard de ces différents positionnements diplomatiques, la réunion d'urgence du CSNU demandée par Washington ne s'est bien évidemment pas soldée par une condamnation de l'Iran. Moscou n'entend pas lâcher Téhéran et tout au plus, la Russie se contentera à l'avenir de protestations verbales (et encore), arguant que ce type de démonstration ne contribue peut-être pas, en effet, à minimiser la défiance existante entre Washington et Téhéran. Mais pour le reste, il y a fort à parier que Moscou continuera à protéger Téhéran sous son « parapluie institutionnel » grâce à son statut de membre permanent du CSNU. D'ailleurs, dans la mesure où la Chine et la France soutiennent également le JCPOA et que l'un comme l'autre ne souhaitent pas voir Washington user du prétexte du programme balistique de Téhéran pour remettre en cause l'accord sur le nucléaire, les Etats-Unis pourraient bien se retrouver isolés au sein du CSNU, du moins en ce qui concerne cette question¹⁵. Bien entendu, en cas de provocations répétées de la part de Téhéran, ils parviendront peut-être à faire adopter un texte qui condamne verbalement de telles provocations jugées inutiles, mais ils ne parviendront pas à remettre en cause la viabilité du JCPOA, du moins pas par cette voie et pas pour le moment. Enfin, « hasard » du calendrier, la République islamique a confirmé ce mercredi, au lendemain donc des discussions du CSNU, que le Président Rohani se rendra en Russie au mois de mars prochain¹⁶ et que le ministre adjoint des Affaires étran-

gères iranien se rendra quant à lui à Moscou le 8 février¹⁷. Deux annonces qui ont au moins le mérite d'afficher clairement les liens privilégiés entre les deux pays.

Au final, ce tir permet donc bien à Téhéran de tester la réaction de la nouvelle administration Trump (laquelle ne s'est pas faite attendre), mais aussi et surtout de tester ses soutiens au sein du CSNU, et de ce point de vue, Téhéran peut être rassuré. Cela dit, il ne faudrait pas non plus que la République islamique cherche à tirer trop sur la corde. Pareil comportement apparaîtrait en effet inacceptable pour beaucoup et cela pourrait fragiliser les soutiens dont elle profite actuellement. Or, la surenchère et la provocation sont un mode de réponse prisé par les plus durs du régime lorsque ces derniers s'estiment mis sous pression. Aussi, si Washington pourrait tenter d'instrumentaliser tous les prétextes afin de remettre en cause le rapprochement initié avec l'Iran sous Obama, certains conservateurs iraniens pourraient chercher à instrumentaliser les réactions américaines afin de nourrir la surenchère. Nous assisterions dès lors à une escalade au sein d'une spirale de la défiance, et ce, alors que durant les huit années de sa présidence, Barack Obama n'avait pas ménagé ses efforts pour justement faire sortir les deux pays d'une spirale similaire qui avait été mise en place par l'inclusion de l'Iran au sein de l'Axe du mal par G.W. Bush d'une part, et d'autre part par les tensions suscitées par le programme nucléaire de Téhéran. Si l'administration Trump n'est pas parvenue à faire condamner l'Iran pour ce tir de missile, elle a bien démontré qu'elle était dans les starting-blocks, prête à réagir au quart de tour au moindre comportement qu'elle jugerait condamnable. Par ailleurs, James Mattis, le nouveau Secrétaire à la défense, s'est fendu d'une déclaration au sein de laquelle il insiste sur le fait que Washington met officiellement Téhéran « en garde »¹⁸. Cette formulation qui sonne comme une menace, n'a pas manqué de faire réagir les officiels iraniens, dont Ali Akbar Velayati – ancien ministre iranien des Af-

fares étrangères et conseiller spécial du Guide suprême pour les affaires internationales – qui n'a pas hésité à inviter la nouvelle administration américaine à consulter ses prédécesseurs¹⁹. Le ton est donc donné. Mais ce que la nouvelle administration américaine ne semble pour l'heure pas réaliser, c'est que chacune de ses décisions ainsi que chacune de ses déclarations concernant l'Iran (suppression des visas, déclarations sur le JCPOA, sur le programme balistique,...) ne fait pour l'instant que renforcer les conservateurs en donnant raison à leur rhétorique. Or ce faisant, la politique de l'administration Trump pourrait bien engendrer des résultats en totale opposition avec ceux attendus par le nouveau locataire de la Maison Blanche.

(ENDNOTES)

- 1 Voir : U.S. Department of State, « Joint Comprehensive Plan of Action », <https://www.state.gov/e/eb/tfs/spi/iran/jcpoa/>
- 2 Voir : UNSC, « Resolution 2231 », <http://www.un.org/en/sc/2231/restrictions-ballistic.shtml>
- 3 Ministère français des Affaires étrangères, « Iran - tir de missile balistique », 31 janvier, 2017, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/iran/evenements/article/iran-tir-de-missile-balistique-31-01-17>
- 4 Nous remarquerons par ailleurs que l'Union européenne a également adopté une position prudente en invitant Téhéran à restreindre ses activités qui pourraient contribuer à alimenter la méfiance mutuelle. Par ailleurs, l'UE s'est montrée ferme en rappelant que le JCPOA ne concernait pas le programme balistique iranien et que la légalité du tir de dimanche dernier au regard de la résolution 2231 était une affaire qui ne regardait que le CSNU.
- 5 REUTERS/IRISH J., « France, worried by Trump, promises to be defender of Iran nuclear deal », January 30, 2017, <http://uk.reuters.com/article/france-iran-idUKL5N1FK531>
- 6 AFP, « L'Iran appelle Washington à ne pas créer de « nouvelles tensions » », 31 janvier, 2017, <http://www.la-croix.com/Monde/L-Iran-garde-Washington-contre-nouvelles-tensions-2017-01-31-1300821365>
- 7 COHEN Z., « US rips «irresponsible» Iran after missile test », CNN, February 1, 2017, <http://edition.cnn.com/2017/01/31/politics/us-iran-missile-test/>
- 8 REUTERS/ALI I., « Iran tested medium-range ballistic missile: U.S. official », January 30, 2017, <http://www.reuters.com/article/us-usa-iran-missiles-idUSKBN15E2EZ>
- 9 LE MONDE/AFP, « L'Iran affirme que son « test » de missile était conforme à l'accord nucléaire », 1^{er} février, 2017, http://www.lemonde.fr/international/article/2017/02/01/l-iran-affirme-que-son-test-de-missile-etait-conforme-a-l-accord-nucleaire_5072723_3210.html
- 10 REUTERS/ALI I., Op. Cit.
- 11 LE FIGARO/REUTERS, « Iran: l'essai d'un missile confirmé », 1^{er} février, 2017, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/02/01/97001-20170201FILWWW00109-iran-l-essai-d-un-missile-confirme.php>
- 12 TASNIM NEWS AGENCY, « Iran's Recent Missile Test Successful: DM », February 2, 2017, <https://www.tasnimnews.com/en/news/2017/02/02/1316048/iran-s-recent-missile-test-successful-dm>
- 13 FRANCE 24, « Tir de missile iranien : Paris exprime son «inquiétude», réunion d'urgence du Conseil de sécurité », 1^{er} février, 2017, <http://www.france24.com/fr/20170131-iran-tir-missile-balistique-nucleaire-iranien-ayrault-teheran-reunion-conseil-securite-onu>
- 14 Idem.
- 15 Il est à noter bien évidemment que la posture de la France est susceptible d'évoluer en fonction des résultats de la prochaine élection présidentielle française.
- 16 TASNIM NEWS AGENCY, « Iran's Embassy in Moscow Confirms Rouhani's Visit to Russia », February 1, 2017, <https://www.tasnimnews.com/en/news/2017/02/01/1314624/iran-s-embassy-in-moscow-confirms-rouhani-s-visit-to-russia>
- 17 SPUTNIK, « Iranian Deputy Foreign Minister to Visit Russia for Nuclear Deal Consultations », February 1, 2017, <https://sputniknews.com/politics/201702011050246744-iran-russia-nuclear-deal/>
- 18 AFP, «Trump puts Iran «on notice,» denounces nuclear deal », February 2, 2017, <https://www.afp.com/en/news/23/trump-puts-iran-notice-denounces-nuclear-deal>
- 19 TASNIM NEWS AGENCY, « Velayati: Iran to Press On with Missile Program », February 2, 2017, <https://www.tasnimnews.com/en/news/2017/02/02/1316189/velayati-iran-to-press-on-with-missile-program>